



C'est pourquoi les nations du monde sont convenues d'adopter des stratégies collectives, mais diversifiées compte tenu de leurs capacités, assorties d'échéances fondées sur la science, en vue de limiter les effets du changement climatique.

Mesdames, Messieurs,

Le thème dont nous nous occupons – Agriculture et systèmes alimentaire au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition –, qui s'inscrit dans le cadre du Programme des Nations Unies à l'horizon 2030, fait partie des défis auxquels est actuellement confrontée l'humanité, et contre lesquels nous sommes appelés à mobiliser toutes nos forces en tant qu'individus, en tant que pays et au sein du concert des nations.

D'après les données communiquées par des organismes spécialisés tels que la FAO et d'autres organismes du système des Nations Unies, la population mondiale a triplé depuis 1950, passant de 2,5 milliards au chiffre actuel de 7 milliards et plus. Même si la production alimentaire a connu un accroissement spectaculaire qui a permis d'augmenter de 40 pour cent l'apport alimentaire moyen par personne, 800 millions de personnes dans le monde souffrent encore de sous-alimentation chronique, dont 790 millions vivent dans les pays en développement d'Afrique et d'Asie du Sud.

Le problème est aggravé par l'augmentation galopante de la population mondiale. L'Organisation des Nations Unies estime que celle-ci atteindra 9,3 milliards d'habitants d'ici à 2050 et que cette explosion sera concentrée, dans une proportion de 85 pour cent, dans le monde en développement tel que nous le connaissons aujourd'hui.

En chiffres absolus, la moitié environ de l'accroissement de population d'ici à 2050 se produira en Afrique, et ce continent abritera alors près d'un quart de la population mondiale.

Mesdames, Messieurs,

La sagesse populaire dit que «nous sommes ce que nous mangeons», mais il convient d'ajouter que «ce que nous mangeons n'est pas toujours de la nourriture».

C'est ainsi que partout, les gens subissent les conséquences de la MALNUTRITION et de la SOUS-ALIMENTATION. Certains sont atteints d'OBÉSITÉ, d'autres souffrent d'un RETARD DE CROISSANCE, de la FAIM ou d'INFIRMITÉS.

Cette question est au cœur du débat que nous tenons ici et peut être posée en ces termes:

Comment ferons-nous à l'avenir pour produire durablement des aliments de qualité en quantité suffisante, et pour surmonter la menace de faim, de la malnutrition et de la sous-alimentation qui pèse sur l'humanité?

Les études démographiques montrent que la production alimentaire devra augmenter de 60 pour cent si l'on veut satisfaire les besoins de la population mondiale d'ici à 2050, tout en maintenant les niveaux d'alimentation actuels.

Pour y parvenir, il faudra mettre en œuvre des pratiques agricoles optimales, couplées à un approvisionnement adéquat en intrants, afin de répondre aux transformations complexes qui caractériseront les régimes alimentaires des populations, sous l'effet d'une urbanisation croissante.

Le problème décrit par les organismes des Nations Unies est celui d'une agriculture mondiale dominée par les petits exploitants, qui tendent à être réticents au changement et qui, particulièrement dans le monde en développement, sont trop âgés et n'ont pas une instruction suffisante pour absorber des idées nouvelles, qui leur permettraient de travailler plus efficacement.

Ils n'ont pas accès au crédit, ce qui les empêche d'acheter et d'utiliser de nouvelles technologies.

Par ailleurs, la solution tient moins à la production qu'à la productivité des cultures, de la force de travail, et aussi de la terre et d'autres intrants.

Par exemple, la terre et l'eau au service de l'agriculture sont des ressources qui se raréfient rapidement dans de nombreuses parties du monde, pour de nombreuses raisons, notamment une utilisation peu respectueuse de l'environnement et la multiplication rapide des demandes, due à l'explosion démographique.

En conséquence, sur une même parcelle agricole, irriguée avec la même quantité d'eau, il faut obtenir une récolte plus abondante.

La mise au point de solutions durables passe donc nécessairement par des applications scientifiques et technologiques que les gouvernements devront mettre à la portée des agriculteurs, à tous les niveaux, au moyen de politiques adéquates.

Cette collaboration entre un gouvernement et les agriculteurs – en tant qu'acteur privés – est un exemple du concept de partenariat public-privé et de son emploi en faveur du développement socioéconomique des pays.

Le système onusien, la communauté des donateurs, les entités agricoles et scientifiques du secteur privé et les organisations philanthropiques doivent encourager ces partenariats tout en les faisant bénéficier d'une assistance technique et de ressources ciblées.

Un tel appui doit dépasser le concept de l'AIDE – qui peut avoir une connotation négative – et doit être vu comme une manière d'autonomiser les bénéficiaires pour conférer à leurs activités plus de solidité commerciale et de durabilité.

Malheureusement, la plupart des interventions du monde développé en faveur du monde en développement ont souffert jusqu'à présent de cette perception mitigée à l'égard de l'aide.

Par exemple, en 2010, la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) a créé le Fonds vert pour le climat, qui vise à financer dans une égale mesure les activités d'atténuation et d'adaptation, conformément aux principes et aux dispositions de la Convention, afin d'aider les pays défavorisés.

Les pays en développement trouvent toutefois difficile d'accéder pleinement à ce Fonds, censé les aider à répondre au défi que pose le changement climatique, parce qu'ils n'ont pas le savoir-faire technique requis pour mettre en pratique les modalités complexes décrites dans les lignes directrices de la Convention.

Par ailleurs, les pays développés qui ont fait des promesses d'engagement à l'égard du Fond n'ont pas été nombreux à concrétiser leur participation.

Le régime des crédits carbone adopté dans le cadre du Protocole de Kyoto en 1997, qui prévoit l'attribution de «crédits» (ou d'avantages financiers) aux pays qui ont réduit leurs émissions de gaz à effet de serre au-dessous de leur contingent autorisé, sont d'un accès encore plus difficile pour les pays en développement en raison de contraintes liées, encore une fois, à l'insuffisance de savoir-faire technique.

Ce système, qui permettrait aux pays africains d'accéder à des financements indispensables à leur développement, reste donc inexploité et leur apportant très peu d'avantages. Regrettablement, les rouages de la machine onusienne ne sont pas assez huilés pour venir à bout de ces difficultés.

Il ne faut pas en conclure que les pays africains eux-mêmes ne font pas d'effort, bien au contraire. L'Union africaine, par exemple, a approuvé en 2003 le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) dans le cadre de son Nouveau partenariat pour le développement de

l'Afrique (NEPAD), afin d'harmoniser les politiques agricoles des pays membres au service du développement intégré.

Le PDDAA a pour but d'aider les pays africains à améliorer leur croissance économique grâce à un développement fondé sur l'agriculture, qui permette d'éliminer la faim, de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire, et d'accroître les exportations.

Ce programme de développement agricole axé sur la croissance s'est fixé d'améliorer les taux de croissance agricole d'au moins 6 pour cent par an et de créer ainsi la richesse dont les communautés rurales et les ménages d'Afrique ont besoin pour prospérer.

Les efforts de l'Union africaine et des groupements régionaux du continent africain sont louables, mais sont encore loin de permettre à l'Afrique de parvenir à la sécurité alimentaire et à des niveaux de nutritionnels propres à éliminer le problème du retard de croissance, qui est diffus, et autres défis liés à l'alimentation.

Il vaut la peine de mentionner que parmi ses objectifs, la Banque africaine de développement met en avant cette année l'agriculture et la nutrition.

Il est donc impératif que les organismes spécialisés des Nations Unies, tels que le PNUD et la FAO, les institutions internationales de recherche et les organisations philanthropiques intensifient leurs efforts pour aider l'Union africaine et les gouvernements nationaux à contribuer durablement à la réalisation des ODD à l'horizon 2030.

Par une coopération et une aide de ce type, les parties prenantes serviraient mutuellement leurs intérêts éclairés. Dans la sphère des relations internationales, leurs retombées positives seraient un contrepoids aux effets déstabilisants de migrations massives principalement causées par la faim et la pauvreté.

Dans le même ordre d'idées, les efforts internationaux de maintien de la paix dans de nombreuses zones touchées par des conflits politiques dus à des causes analogues, devraient être facilités.

En outre, un tel appui mettrait le savoir-faire de l'agriculture intelligente face au climat à la portée des pays en développement et leur permettrait de s'adapter aux effets dévastateurs du changement climatique constatés aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs,

Les événements récents montrent que de la fureur de la nature n'épargne aucun pays, pas même les plus développés, et que le changement climatique a une dimension planétaire.

Frappant la communauté humaine tout entière, il lie celle-ci au sort de la planète et les met en quelque sorte toutes deux dans le même bateau, où il leur faudra survivre ou périr ensemble face aux assauts du climat. Le monde développé doit donc accepter de partager ses ressources scientifiques, technologiques et autres, pour aider le monde en développement, dans l'espoir de sauver la Terre grâce à nos efforts collectifs.

Le rôle de direction que jouent les nations et les instances internationales, en particulier les Nations Unies, devient crucial si l'on veut adopter des politiques qui contribuent à faire mûrir cette coopération et qui contribuent aussi affranchir l'humanité de la faim et de toutes ses conséquences néfastes.

En particulier, les Nations Unies doivent intensifier la communication et l'éducation à l'échelle mondiale à propos de la menace grave que font peser sur le monde le changement climatique et la prévalence de la maladie, de la faim et de la malnutrition.

C'est à elles de prendre les rênes, ainsi que le leur imposent la conjoncture et l'histoire, et de faire comprendre au monde qu'une affection, même localisée, peut faire souffrir l'organisme tout entier.

Mesdames et Messieurs,

Je suis convaincu que la coopération au sein des Nations Unies, comme fer de lance de la gouvernance mondiale et de l'action des gouvernements nationaux, portera ses fruits.

Pour étayer mon propos, permettez-moi de citer en toute humilité quelques exemples concernant mon pays, le Ghana.

Je suis heureux de souligner que le gouvernement actuel du Ghana a lancé, au cours de ces derniers mois, son programme agricole axé sur les plantations au service de l'alimentation et de l'emploi, en partenariat avec un secteur privé constitué en majorité de petits exploitants agricoles. Ce programme a pour objet de résoudre deux maux qui vont de pair: les faiblesses de la sécurité alimentaire et le chômage.

Dans tout le pays, les services de vulgarisation gouvernementaux encouragent les cultivateurs de cacao à adopter un mécanisme innovant de pollinisation sur leurs parcelles en exploitation.

Cette innovation devrait augmenter les rendements de 25 pour cent durant la campagne actuelle.

De même, on s'attend à des récoltes exceptionnelles pour les cultures céréalières, les pouvoirs publics ayant distribué aux agriculteurs des semences améliorées et enrichies.

Je me souviens également que pendant mon mandat en tant que président du Ghana, entre 2001 et 2009, le gouvernement avait adopté une stratégie de développement rural intégré au service d'une agriculture modernisée et commerciale, qui mettait l'accent sur le réseau des voies de desserte, l'électrification, l'eau potable, les services de santé, l'accès des agriculteurs à un crédit abordable et à des connaissances pratiques d'agronomie pour permettre aux petits exploitants d'améliorer la production et les opérations de récolte, d'entreposage et de commercialisation.

Mon gouvernement a mis en œuvre un programme de cantines scolaires couvrant tout le territoire, qui permettait de distribuer aux élèves des repas nourrissants à base de produits cultivés localement, tout en fournissant des débouchés aux agriculteurs et un emploi aux femmes, une initiative qui a également fait grimper les taux de fréquentation scolaire, chez les filles et les garçons.

En 2001, la décision de réduire radicalement les prélèvements fiscaux imposés aux cultivateurs de cacao, parce qu'ils étaient disproportionnés, a été l'une des pierres angulaires du succès de mon gouvernement.

De plus en plus, les cultivateurs de cacao ghanéens – qui fournissaient la principale culture de rente du pays et la principale denrée agricole d'exportation – se reconvertissaient dans la culture d'agrumes pour se soustraire à une charge fiscale excessive sur le prix international de leur produit traditionnel.

Le Gouvernement a donc ordonné un allègement de la pression fiscale pesant sur ce secteur, qui a permis aux producteurs de percevoir 60 pour cent du prix fixé sur le marché international, contre à peine 40 pour cent auparavant. En outre, des intrants essentiels – pesticides et engrais, entre autres – leur ont été distribués à temps pour la campagne.

En quatre ans, la production de fèves de cacao a augmenté de 133 pour cent, suscitant un regain d'intérêt pour ce secteur.

À la fin de mon mandat, en 2008, le revenu national par habitant avait triplé, catapultant le Ghana dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Notre politique de bonne gouvernance a été payante et toutes les parties prenantes y ont gagné.

La production alimentaire a été améliorée à toutes les étapes de la chaîne de valeur; les écoliers ont joui d'une meilleure nutrition; la production des agriculteurs a été mieux payée; des emplois ont été

créés pour les femmes; l'augmentation des recettes a eu des retombées positives dans d'autres secteurs de l'économie; le pays a réalisé la cible 1 des OMD relative à la faim et les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation, et ce plusieurs années avant les échéances fixées par les Nations Unies; le pays a connu la stabilité politique et le monde entier à rendu hommage au Ghana.

Ces réalisations ont contribué à faire de moi l'un des lauréats du Prix mondial de l'alimentation en 2011, aux côtés du Président du Brésil, M. Lula da Silva, ce dont je suis reconnaissant.

Grâce à l'action du gouvernement, qui a permis de forger des liens plus solides entre les décideurs et les populations touchées, de faciliter des initiatives multisectorielles avec les pouvoirs publics à tous les niveaux, et de fournir aux agriculteurs des connaissances et des ressources par le truchement de services de vulgarisation et de crédit rural convenablement déployés et encadrés, le secteur agricole est en mesure de soutenir la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et d'assurer dans la durée un régime alimentaire sain à la population.

En conclusion, par une coopération sincère et résolue entre le système onusien, les pays développés donateurs, les organisations philanthropiques internationales et les organisation de la société civile internationale, afin de promouvoir la GOUVERNANCE MONDIALE au moyen d'outils tels que le SUIVI, le PLAIDOYER et l'AUTONOMISATION, il devrait être possible de guider les gouvernements nationaux et de les aider à mettre en place des politiques visant à éliminer la FAIM et à réaliser et pérenniser la SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, couplée à une NUTRITION adéquate, DANS LE CADRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030.

Je vous remercie de votre attention et que Dieu vous bénisse.